



Commissariat à la
Sécurité
Alimentaire (CSA)



Programme
Alimentaire
Mondial (PAM)

vam
food security analysis

République Islamique de
Mauritanie

Etude sur le Suivi de la
Sécurité Alimentaire en
Mauritanie

Mars 2010



**World Food
Programme**

**Programme
Alimentaire
Mondial**

**Programa
Mundial de
Alimentos**

**برنامج الأغذية
العالمي**

Objet : diffusion du rapport de suivi de la sécurité alimentaire
PAM/CSA, (SSAM - mars 2010)

Nouakchott, le 25 mars 2010

Chers Partenaires,

Nous sommes heureux de vous transmettre le rapport de suivi sur la sécurité alimentaire des ménages en Mauritanie (*Cadre de Référence février 2010*)

La méthodologie, la mise en œuvre des enquêtes des ménages, l'analyse des données et l'édition du rapport final ont été réalisés conjointement par le Programme Alimentaire Mondial (PAM) et le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie à travers le Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA). L'enquête terrain s'est déroulée du 01 au 13 février 2010 ; l'analyse et la rédaction du rapport a pris fin le 17 mars 2010.

Ce rapport vous permettra d'obtenir les informations actuelles sur le niveau de pauvreté et de vulnérabilité alimentaire des ménages à travers les différentes strates géographiques et groupes socio-économiques en Mauritanie. Il est donc conçu pour permettre au Gouvernement et aux partenaires de mieux cibler les actions à venir en faveur des populations le plus nécessiteuses. Par ailleurs, nous vous informons que ce rapport sera mis à jour tous les trois mois afin de mieux guider les actions humanitaires et de développement dans le temps.

Nous restons à l'écoute de vos commentaires éventuels et analyses complémentaires.

En vous souhaitant bonne réception du rapport, veuillez croire, chers Partenaires, en l'assurance de ma plus franche collaboration.

Guy Gauvreau
Représentant
Programme Alimentaire Mondial
Nouakchott, Mauritanie

Préparé par :

- Mr Papa Moussa NDOYE – VAM Officer du PAM en Mauritanie,
- Mr Moulaye Saïd Ould BABA AININA – Directeur de l'OSA du CSA,
- Avec l'appui du Bureau Régional du PAM – Afrique de l'Ouest à Dakar.

Mars 2010

© Programme Alimentaire Mondial

Programme alimentaire mondial des Nations Unies

Siège social: Via C.G. Viola 68, Parco de' Medici, 00148, Rome, Italie

Nos remerciements vont aux représentants du Gouvernement en Mauritanie et des Nations Unies et en particulier l'équipe du PAM à Nouakchott, ainsi que les partenaires, qui ont fourni des informations et des commentaires indispensables à la réalisation de ce rapport.

MAURITANIE

Etude sur le Suivi de la Sécurité Alimentaire en Mauritanie (SSAM)

Mars 2010

Pour plus d'informations, contacter :

Papa Moussa NDOYE, Chargé du VAM, PAM Mauritanie, papamoussa.ndoye@wfp.org

Moulaye Saïd Ould BABA AININA, Directeur de l'OSA, CSA, moulaye72@gmail.com

TABLES DES MATIERES

REMERCIEMENTS	7
1 CONTEXTE ET OBJECTIFS	8
2 ORGANISATION DU SYSTEME ET PARTENARIAT	9
2.1 SUPERVISION AU NIVEAU CENTRAL	9
2.2 CHEFS DE DIVISION REGIONAUX ET ENQUETEURS	9
3 MISE EN ŒUVRE	10
3.1 FORMATION DES ENQUETEURS	10
3.2 PROCESSUS DE COLLECTE DES DONNEES.....	10
3.3 ETUDES DE SUIVI (études à venir)	10
4 COLLECTE DES DONNEES	11
4.1 ECHANTILLONNAGE	11
4.2 INSTRUMENTS DE COLLECTE DE DONNEES	12
5 ANALYSE DES DONNEES	13
5.1 SAISIE DES DONNEES	13
5.2 ANALYSE DES DONNEES	13
6 PRINCIPAUX RESULTATS	14
6.1 INDICES DE RICHESSE ET MOYENS DE SUBSISTANCE.....	14
6.2 CONSOMMATION ALIMENTAIRE DES MENAGES.....	16
<i>Combien de personnes sont en insécurité alimentaire ?</i>	16
<i>Où vivent les ménages en insécurité alimentaire ?</i>	17
<i>Qui sont les ménages en insécurité alimentaire ?</i>	21
6.3 SITUATION NUTRITIONNELLE DES ENFANTS DE MOINS DE 5 ANS	21
6.4 STRATEGIES DE SURVIE DES MENAGES.....	22
7 CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	24
7.1 PRINCIPALES CONCLUSIONS	24
7.2 PRINCIPALES RECOMMANDATIONS	24

REMERCIEMENTS

Le système suivi de la sécurité alimentaire en Mauritanie constitue un challenge pour le PAM et le CSA. Cette première étude va servir de base à la mise en œuvre de ce programme qui devrait permettre une surveillance rapprochée la vulnérabilité des ménages à l'insécurité alimentaire dans le pays.

Le processus va comprendre une stratégie d'évolution vers la coordination et la mise en œuvre par le gouvernement. Il sera par ailleurs conçu comme un processus de collaboration faisant intervenir les partenaires, dont des institutions gouvernementales, des agences onusiennes et des ONG du domaine.

Le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie à travers le Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA) est très reconnaissant au Programme Alimentaire Mondial (PAM) pour son soutien et sa collaboration dans la réussite de cet important exercice.

Nos remerciements vont aussi aux Walis, aux Hakems et aux maires de toutes les localités visitées, ainsi qu'à toutes les communautés pour leur participation active au déroulement du processus de collecte de données et pour l'accueil réservé aux équipes de terrain.

Cette enquête n'aurait jamais pu aboutir sans l'appui continu de l'unité VAM/Evaluations du Bureau Régional du PAM à Dakar, nous citerons Naouar Labidi, Guy Obama, Koffi Akakpo et Jean-Martin Bauer notamment pour l'analyse et l'interprétation des données et les conseils avisés. Ainsi, nos plus sincères remerciements vont à toute l'équipe.

Un remerciement particulier est adressé aux partenaires pour leurs contributions dans le processus depuis quelques années à ces différentes évaluations. Ces études permettent de renforcer les interventions humanitaires visant à réduire l'insécurité alimentaire et la malnutrition et prévenir une dégradation de la situation et de faire un suivi rapproché des zones et groupes vulnérables dans le pays.

Mohamed Ould MOHAMEDOU

Guy Gauvreau

Commissaire
Commissariat à la Sécurité alimentaire
Nouakchott, Mauritanie

Représentant
Programme Alimentaire Mondial
Nouakchott, Mauritanie

1 CONTEXTE ET OBJECTIFS

Du fait de la conjonction de plusieurs facteurs (moyens de production limités et généralement traditionnels, superficie de terres cultivables très réduite, faible pluviométrie et mauvaise répartition dans le temps et dans l'espace, désertification galopante, et attaques endémiques de criquets pèlerins et autres ennemis de cultures), la Mauritanie accuse un déficit alimentaire structurel (soit 30% en moyenne) ne lui permettant pas de couvrir les principaux besoins alimentaires essentiels.

Parallèlement à ces conditions alimentaires difficiles, les populations rurales souffrent spécifiquement d'un accès limité aux infrastructures socio-économiques de base particulièrement les soins de santé et l'accès à l'eau potable. Pour améliorer le développement rural, le Gouvernement mauritanien a mis en place une «Stratégie nationale de développement du secteur rural 2000-2015» ayant pour objectif l'intensification de l'agriculture.

Depuis 2009, le Gouvernement facilite l'importation de céréales en supprimant les droits et taxes pour le riz et en abaissant ceux pour blé et la farine. L'objectif visé à travers ces mesures est de favoriser l'approvisionnement régulier du marché et contribuer à la diminution des prix à la consommation. C'est dans ce cadre que la SONIMEX (Société Nationale d'Import et d'Export) intervient régulièrement sur le marché pour réguler les prix à la consommation et favoriser ainsi leur stabilité.

Ainsi, pour prévenir les crises alimentaires qui surviennent de manière récurrente, le Commissariat à la Sécurité Alimentaire en Mauritanie (CSA) et le PAM, ont jugé nécessaire d'améliorer le suivi de la situation alimentaire grâce à un système de sites sentinelles, conçu à partir d'une enquête de base qui sera une situation de référence. La collecte des données s'est déroulée au mois de février, période où la situation alimentaire des populations est généralement stabilisée ; directement après les récoltes, hors période de soudure. A partir de cette situation de référence, un dispositif de veille suivra trimestriellement des sites sentinelles.

L'objectif visé par ce nouveau dispositif est l'amélioration du système d'information d'alerte précoce de l'Observatoire à la Sécurité Alimentaire (OSA) afin de prévenir à temps les décideurs de la survenue des crises alimentaires ou de détérioration de la situation alimentaire des populations. Ce dispositif devrait permettre au Gouvernement aux partenaires de répondre, en temps voulu et de manière appropriée, aux besoins des populations les plus vulnérables.

Cette méthode nécessite une mise à jour des informations sur la situation environnementale, économique et politique du pays ; sur les systèmes de vie et la sécurité alimentaire des populations et devrait ainsi permettre de :

- mesurer l'évolution de la situation socioéconomique du pays ;
- identifier et suivre régulièrement les indicateurs relatifs à la disponibilité, l'accès et l'utilisation des aliments par les groupes vulnérables à l'insécurité alimentaire ;
- identifier et suivre les potentielles menaces de la sécurité alimentaire au niveau des ménages ;
- et fournir aux parties prenantes (Gouvernement, PAM, Donateurs, Partenaires) les recommandations sur les choix des interventions en faveur des populations les plus vulnérables en fonction du niveau de sécurité alimentaire observé.

2 ORGANISATION DU SYSTEME ET PARTENARIAT

Le montage et la réalisation de cette étude a été mené conjointement entre le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie et particulièrement la Direction de l'Observatoire de la Sécurité Alimentaire (OSA) du CSA et le PAM. Le travail préparatoire avant la mise en œuvre de l'étude a été également soumis pour discussion et avis, aux autres partenaires intervenant dans le domaine de la sécurité alimentaire en Mauritanie. Son exécution a été confiée à l'OSA : coordination des activités techniques, supervision des opérations et mise à la disposition des bases des données.

2.1 SUPERVISION AU NIVEAU CENTRAL

Le Chargé de Programme du VAM (Vulnerability Analysis and Mapping) du bureau pays de PAM et le Directeur de l'Observatoire à la Sécurité alimentaire assisté de ses chefs de service ont été chargés :

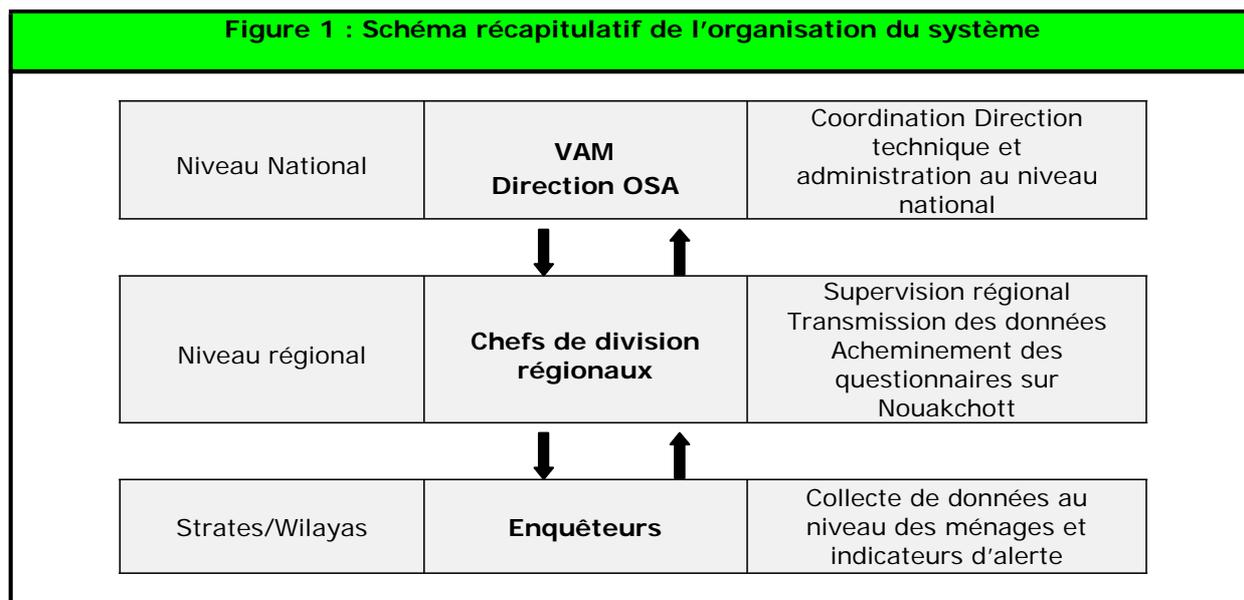
- de la coordination et de la mise en œuvre du système de suivi de la sécurité alimentaire au niveau national ;
- de la préparation des questionnaires et manuels d'instruction ;
- de la formation des autres cadres centraux, des responsables régionaux et des enquêteurs ;
- de la gestion du budget, du matériel et du personnel du système ;
- de la synthèse et de l'analyse des résultats des données ;
- du contrôle des questionnaires, de la synthèse des rapports envoyés, de la supervision de saisies et de traitement informatique des données et contribuent à la l'analyse et la publication des résultats.

2.2 CHEFS DE DIVISION REGIONAUX ET ENQUETEURS

Les responsables régionaux appuyés par le niveau central ont été chargés :

- du contact avec les autorités administratives ;
- de la mise en place des enquêteurs ;
- de la supervision de l'ensemble des opérations dans leur région respective ;
- de la récupération des questionnaires et de leur contrôle ;
- de l'acheminement des questionnaires remplis de leurs zones respectives au niveau central ;
- de la rédaction d'un rapport sur le déroulement des opérations sur le terrain.

Figure 1 : Schéma récapitulatif de l'organisation du système



3 MISE EN ŒUVRE

3.1 FORMATION DES ENQUETEURS

Durant deux jours, une formation sur le mode de remplissage des deux questionnaires et les techniques d'enquête a été organisée au profit des enquêteurs sous la supervision du chargé du VAM (PAM) et les cadres de la direction de l'observatoire du CSA. Au terme de la formation un test final a permis de sélectionner les meilleurs enquêteurs et chefs d'équipes. Les équipes d'enquêteurs ont ensuite été formées en petits groupes afin de faciliter la compréhension des questionnaires et d'éviter les biais liés aux enquêteurs.

3.2 PROCESSUS DE COLLECTE DES DONNEES

Le dispositif de collecte de données de l'enquête de base s'est appuyé sur dix chefs d'équipes, vingt enquêteurs et trois assistants de programmes du PAM. Ces derniers ont eu comme attribution l'organisation des focus groups et des interviews auprès des communautés et des ménages. Cinq superviseurs de terrain, ont comme mission d'effectuer des vérifications sur le travail des équipes de terrain dans l'ensemble des zones de collecte.

3.3 ETUDES DE SUIVI (études à venir)

Notons que cette enquête de base sera suivie par des enquêtes trimestrielles rapides, réalisées au niveau de sites sentinelles choisis à partir de l'étude de base. Ces enquêtes au nombre de quatre par an, permettront au Gouvernement, au PAM et aux autres partenaires d'assurer un meilleur suivi de la situation alimentaire des populations au cours de l'année.

Le système de collecte de ces enquêtes trimestrielles se basera sur le dispositif des chefs de division régionaux du CSA et des moniteurs ou assistant de programme du PAM ; capables d'évaluer la situation alimentaire et agricole dans leur localité. Des agents de collecte de données viendront en appui au besoin pour renforcer la collecte des données au niveau des ménages dans les sites sentinelles.

4 COLLECTE DES DONNEES

Cette première phase de collecte de données s'est faite sur une base qualitative et quantitative avec le recueil de données secondaires et primaires. Les données secondaires concernent essentiellement la situation environnementale et économique, la production et le pouvoir d'achat et ont été complétées par des analyses qualitatives. Les données primaires ont été recueillies grâce à une enquête quantitative sur la sécurité alimentaire des ménages et complétées par l'analyse des données du système de suivi des marchés.

4.1 ECHANTILLONNAGE

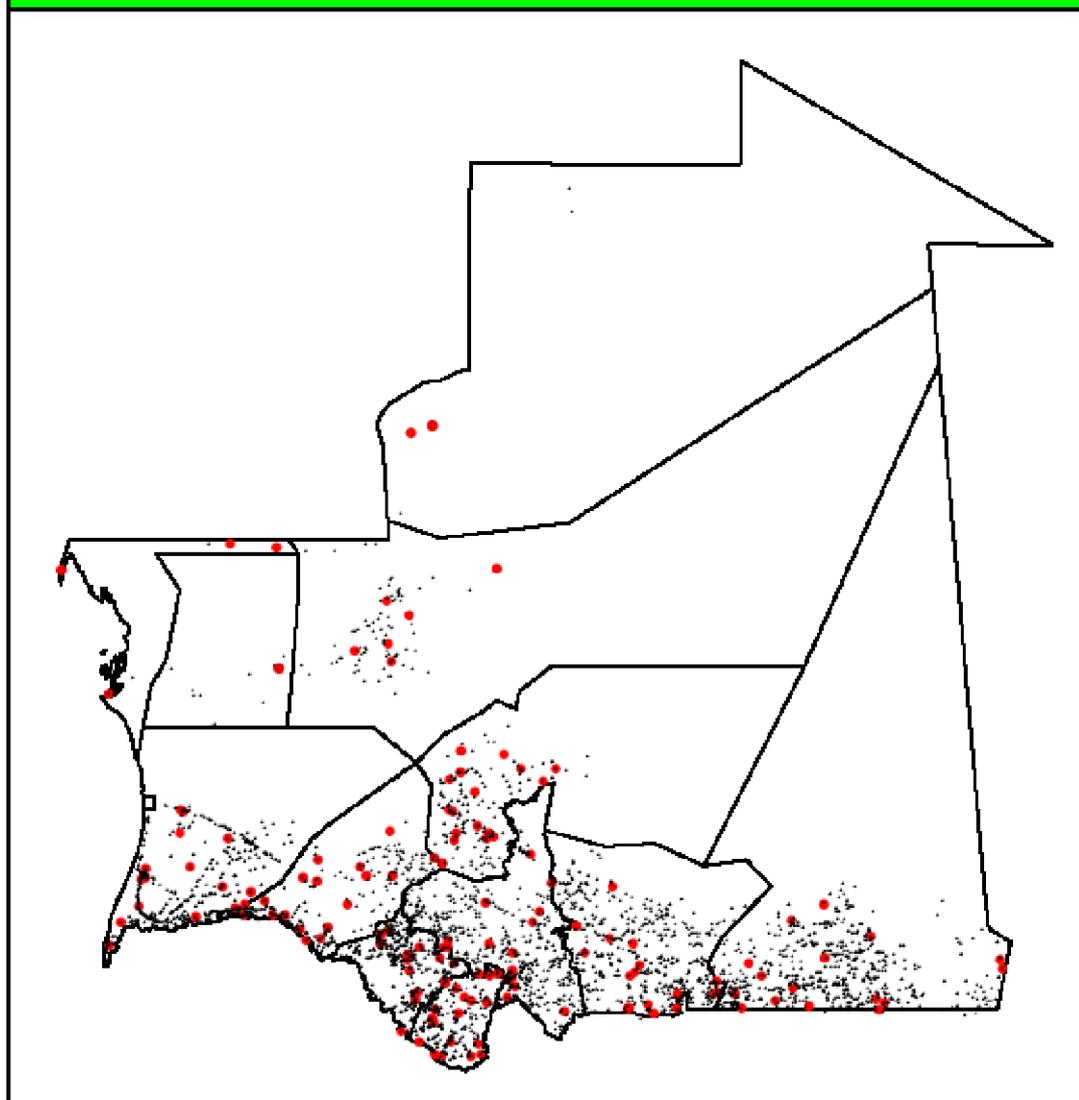
L'enquête a été effectuée par sondage stratifié à deux degrés. Elle a fourni des résultats représentatifs à l'échelle des Wilayas/strates. Le champ de l'enquête a couvert l'ensemble des communes des 13 wilayas rurales que compte le pays. Au total 10 strates ont été définies dans l'ensemble du pays dans lesquelles 170 localités ont été visitées, soit un total échantillonné de 2.040 ménages. Les quatre wilayas du nord (Adrar, Tiris Zemmour, Inchiri et Nouadhibou) ont été regroupées en une seule strate du fait de leur faible poids démographique.

L'échantillonnage s'est basé sur le dernier Recensement Général de la Population et de l'Habitat réalisé en 2000 (RGPH-2000) de l'Office National de Statistique.

Au premier degré, il a fallu procéder au tirage de l'échantillonnage des localités ou villages (unités primaires), partant des données fournies par la cartographie-2000 de l'ONS et représentatif au niveau des wilayas/strates. Par la suite, à l'intérieur de chaque village ou localité échantillonné, un dénombrement des ménages (unités secondaires) a été effectué avant de réaliser leur tirage (tirage au second degré). Ainsi, au niveau de chaque village, 12 ménages ont été sélectionnés aléatoirement par tirage systématique à probabilité égale, à partir de la liste des ménages effectivement dénombrés.

Tableau 1 : Mesure du score de consommation alimentaire			
Strates	Wilayas	Nombre de localités/ quartiers	Nombre de ménages
1	Hodh Echargui	17	204
2	Hodh El Gharbi	17	204
3	Assaba	17	204
4	Gorgol	17	204
5	Brakna	17	204
6	Trarza	17	204
7	Tagant	17	204
8	Guidimakha	17	204
9	Nord (Adrar-Inchiri-Tiris Zemmour-Nouadhibou)	17	204
10	Nouakchott	17	204
		170	2040

Figure 2 : Dispersion de l'échantillon au niveau des strates



4.2 INSTRUMENTS DE COLLECTE DE DONNEES

La collecte des données primaires s'est déroulée du 01 au 13 février 2010 auprès de **2.040** ménages dans les **170** localités/quartiers. Les données primaires ont été collectées essentiellement à l'aide de deux instruments de collecte.

(i) Le **questionnaire village** : cet outil a été utilisé pour collecter les informations au niveau du village. Il a été conçu pour collecter des données quantitatives et qualitatives sur la démographie, le transport et les communications, l'éducation, la santé, l'assistance et l'aide alimentaire. Il a été administré en discussion de groupes (focus-group) pour susciter un débat critique au sein de l'assistance composée par les adultes et les jeunes du village de deux sexes. Les réponses faisant le consensus sont alors notées.

(ii) Le **questionnaire ménage** : cet instrument collecte des informations quantitatives et qualitatives dans 5 grandes rubriques : la démographie et l'habitat et l'équipement, l'agriculture et l'élevage, les sources de revenus, la consommation alimentaire et les stratégies de survie.

5 ANALYSE DES DONNEES

5.1 SAISIE DES DONNEES

La plate forme de saisie mise en place a regroupé huit agents de saisie et quatre contrôleurs chargés d'assurer le suivi et la supervision de l'opération (contrôle de la saisie et de l'apurement, tabulations, etc.).

5.2 ANALYSE DES DONNEES

5.2.1 Analyse de la consommation alimentaire

Les ménages de l'échantillon fournissent des informations sur la consommation alimentaire de leur ménage au cours de la semaine précédant l'enquête. Ainsi, ils répondent aux différentes questions liées à la fréquence de consommation en nombre de jours des différents aliments et la source d'acquisition de chaque aliment consommé (par exemple leur propre production, l'achat, l'aide/don, etc.).

En Mauritanie, la consommation de sucre et d'huile de l'ensemble de la population est élevée, il avait été préalablement convenu avec d'autres partenaires de remplacer les seuils de score de la consommation alimentaire par les valeurs suivantes :

- consommation alimentaire **faible** - de **0 à 28** ;
- consommation alimentaire **limite** - de **28,5 à 42** ;
- consommation alimentaire **acceptable** - **> 42**.

5.2.2 Analyses socio-économiques et profil de vulnérabilité

Pour mesurer le niveau de pauvreté matérielle des ménages, il a été demandé aux ménages de dire les différents types de biens qu'ils possèdent, y compris du mobilier, des biens productifs, des moyens de transport et autres biens.

L'indice de richesse est obtenu en conduisant une analyse en composantes principales (ACP) sur douze variables liées à la pauvreté matérielle : électricité, source d'eau de boisson améliorée, combustible (pour la cuisson des aliments), habitat en dur, matelas, table, téléphone, télévision, antenne parabolique, cuisinière, radio et maison.

Les revenus et moyens de subsistance constituent un indicateur fondamental pour l'accessibilité et la sécurité alimentaire des ménages, dans la mesure où toutes leurs dépenses (alimentaires et non alimentaires) en sont tributaires.

5.2.3 Analyse des stratégies de survie

Les chocs subis dans les ménages constituent des événements qui ont souvent un impact négatif sur la sécurité alimentaire des individus ou des ménages. Ces chocs peuvent être de nature biophysique, économique, politique ou sociale. Les données collectées sur ces phénomènes dans cette étude affectent généralement la communauté et des zones géographiques (catastrophes naturelles, épidémies, inondations, etc.) ou le ménage ou ses membres (maladie, décès, perte d'emploi, etc.).

Pour mieux faire face ces facteurs économiques (chômage, les dépenses liées à la santé, le remboursement des dettes et le phénomène de hausse des prix), les ménages ruraux ont mis en place des stratégies pour faire face à ces chocs. Certaines stratégies sont axées sur le changement des habitudes alimentaires et notamment la baisse de la quantité, de la qualité et du nombre de repas alors que d'autres usent aussi de stratégies non alimentaires. Pour appréhender ces différents aspects de la vulnérabilité, il a été demandé aux ménages les principales stratégies développées durant les deux derniers

mois pour se procurer de la nourriture ou des produits non alimentaires essentiels et faire face aux chocs subis au cours de cette même période.

6 PRINCIPAUX RESULTATS

6.1 INDICES DE RICHESSE ET MOYENS DE SUBSISTANCE

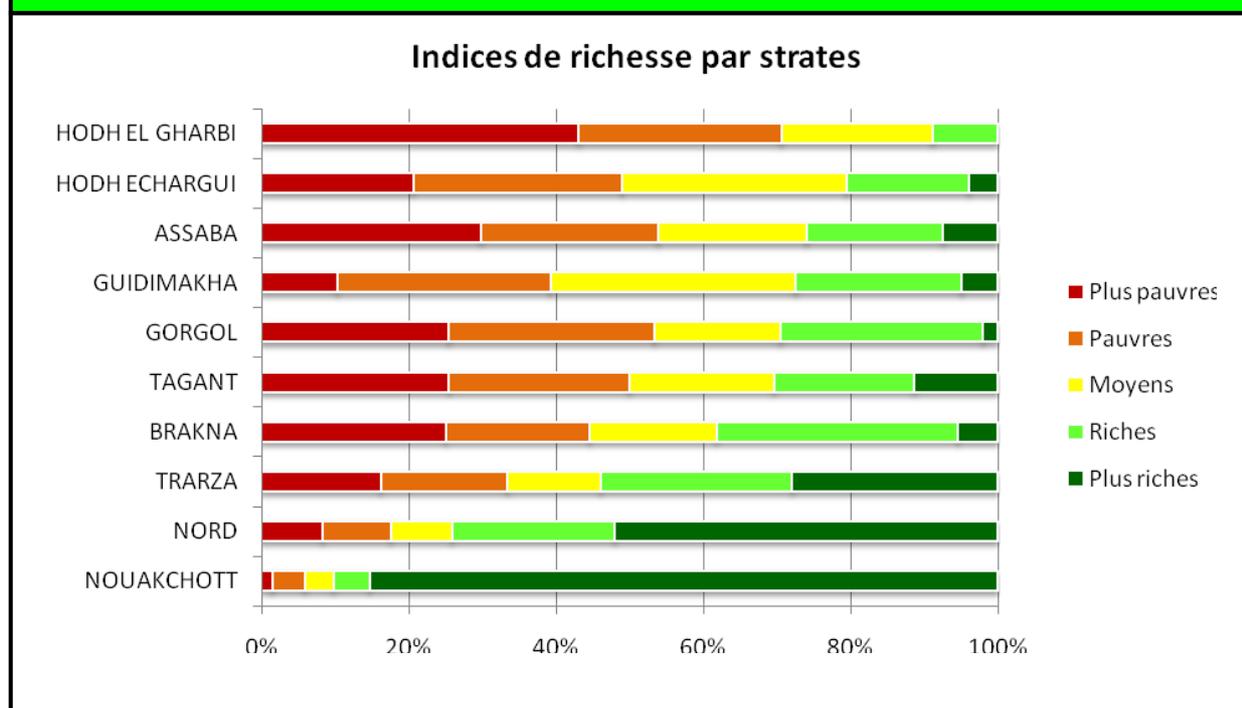
6.1.1 Indice de richesse

L'indice de richesse a été obtenu en conduisant une analyse en composantes principales (ACP) sur douze variables liées à la possession du ménage : électricité, source d'eau de boisson améliorée, gaz (pour la cuisson des aliments), habitat en dur, matelas, table, téléphone, télévision, antenne parabolique, cuisinière, radio et maison.

La méthode de l'indice de richesse présente un grand intérêt pour les pays africains où les enquêtes sur le budget et la consommation sont rares parce que complexes, lourdes et coûteuses, et où les déclarations de revenus et de dépenses par les populations sont souvent biaisées pour diverses raisons (fiscalité, discrétion, facteurs culturels). Les ménages ont été ainsi distribués en quintiles selon l'indice de richesse : Plus pauvres, Pauvres, Moyens, Riches et Plus riches.

Pour mesurer le niveau de pauvreté matérielle des ménages, il a été demandé aux ménages de dire s'ils possédaient différents types de biens, y compris du mobilier, des biens productifs, des moyens de transport et autres biens.

Figure 3 : Indice de richesse par strates



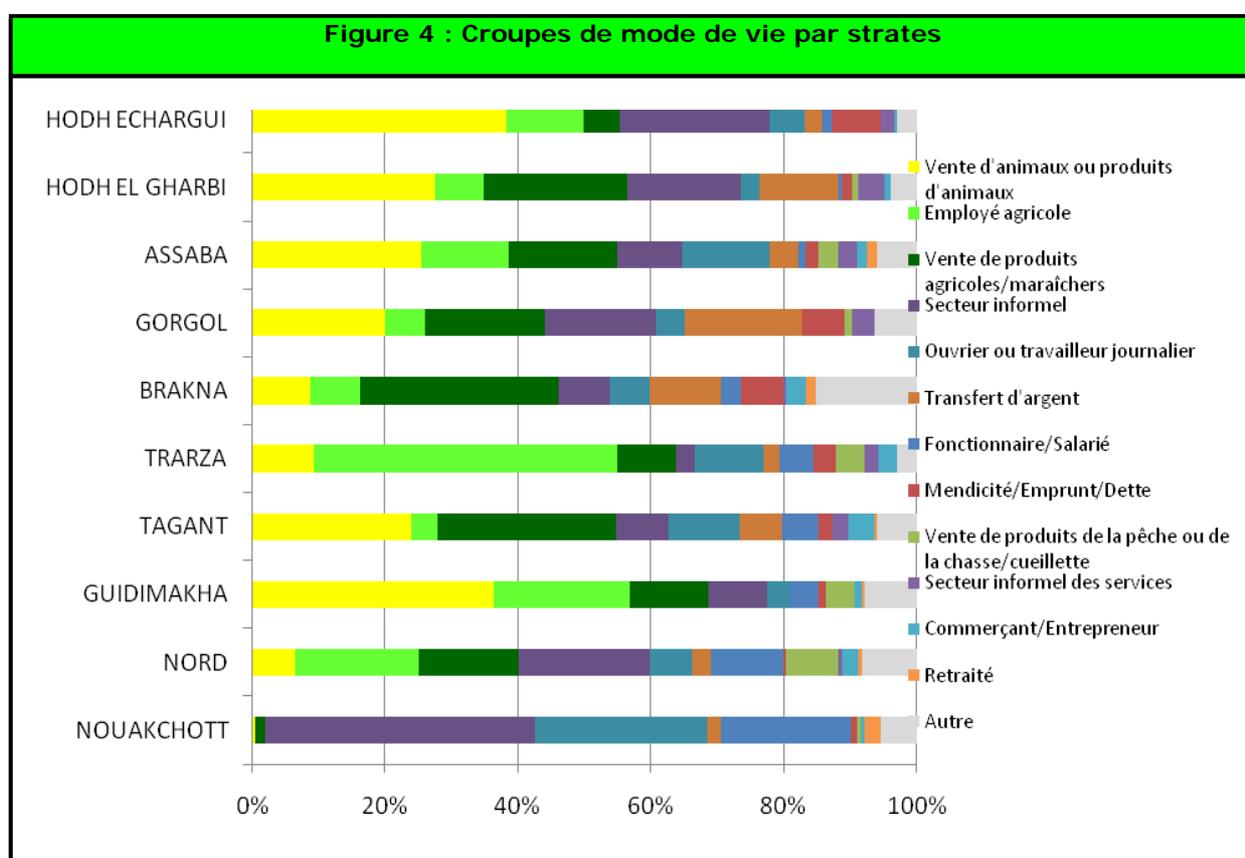
La pauvreté est plus accentuée au niveau du milieu rural qu'au niveau urbain avec des différences significatives ce qui confirme les études précédentes sur les conditions de vie des ménages. Les wilayas les plus pauvres sont ceux du Hodh El Gharbi, du Hodh Echargui, de l'Assaba, du Guidimakha et du Gorgol. Le Hodh El Gharbi, le Guidimakha et le Brakna sont moyennement affectés par ce phénomène. La zone du nord et la wilaya du Trarza sont moins touchées par ce phénomène.

Les ménages les plus riches se concentrent dans le nord et à Nouakchott comme indiqué sur le graphique précédent.

6.1.2 Moyens de subsistance

Les revenus et moyens de subsistance constituent un indicateur fondamental pour l'accessibilité et la sécurité alimentaire des ménages, dans la mesure où toutes leurs dépenses (alimentaires et non alimentaires) en sont tributaires.

Il a été demandé aux ménages quelles ont été les trois principales activités/sources de revenus leur ayant permis de vivre au cours des trois derniers mois.



Dans les strates rurales, les principales activités des populations restent liées au secteur primaire, principalement l'agriculture, l'élevage et l'emploi agricole qui contribuent le plus aux revenus des populations. L'endettement prend de plus en plus une place dominante dans l'accès aux revenus des ménages pauvres en cette période de soudure.

A Nouakchott, le secteur informel et le travail journalier constituent essentiellement les sources de revenus des trois derniers. L'exode rural aidant, les emplois temporaires (ouvrier ou travailleur journalier) occupent une place importante en agglomérations.

6.2 CONSOMMATION ALIMENTAIRE DES MENAGES

Les classes de sécurité alimentaire créées à partir de la consommation alimentaire ont permis de mieux comprendre les différences de niveau d'insécurité alimentaire parmi les ménages de l'échantillon. Ces classes (faible, limite et acceptable) résultent de l'analyse de la consommation alimentaire des ménages au cours de la semaine précédant l'enquête. Cette classification regroupe les ménages enquêtés en trois niveaux de vulnérabilité à l'insécurité alimentaire (sévère, modérée et acceptable).

Combien de personnes sont en insécurité alimentaire ?

Les résultats de l'évaluation montrent que 4,5% des ménages de l'échantillon sont en insécurité alimentaire sévère ; 7% en insécurité alimentaire modérée et 88,5% en sécurité alimentaire acceptable.

Tableau 2 : Classes de sécurité alimentaire		
Classes de sécurité alimentaire	Pourcentage (%)	Population estimée dans les zones d'enquête
Insécurité alimentaire sévère	4,5%	143.595
Insécurité alimentaire modérée	7,0%	226.116
Sécurité alimentaire acceptable	88,5%	2.854.940

Les extrapolations des résultats du RGPH-2000 sur la population ciblée projetée jusqu'en fin 2009 dans les wilayas (en tenant compte du taux d'accroissement naturel des populations), ont permis d'estimer globalement à 369.711 le nombre de personnes au niveau national qui sont en insécurité alimentaire. Parmi eux, 143.595 personnes sont en insécurité alimentaire sévère et 226.116 personnes en insécurité alimentaire modérée.

Où vivent les ménages en insécurité alimentaire ?

Les ménages en insécurité alimentaire sont localisés principalement dans le sud des deux Hodhs (wilayas du Hodh Echargui et du Hodh El Gharbi), dans le Guidimakha, dans l'Assaba, le Gorgol et de le Trarza.

Les populations en insécurité alimentaire sévère sont situées essentiellement dans les wilayas du Hodh El Gharbi (16%), du Hodh Echargui, du Gorgol, de l'Assaba et du Guidimakha avec un taux autour de 7%.

Cette situation d'insécurité alimentaire est moins prononcée au niveau des strates du nord, dans le Tagant et dans le Brakna.

Figure 5 : Classes de sécurité alimentaire par strates

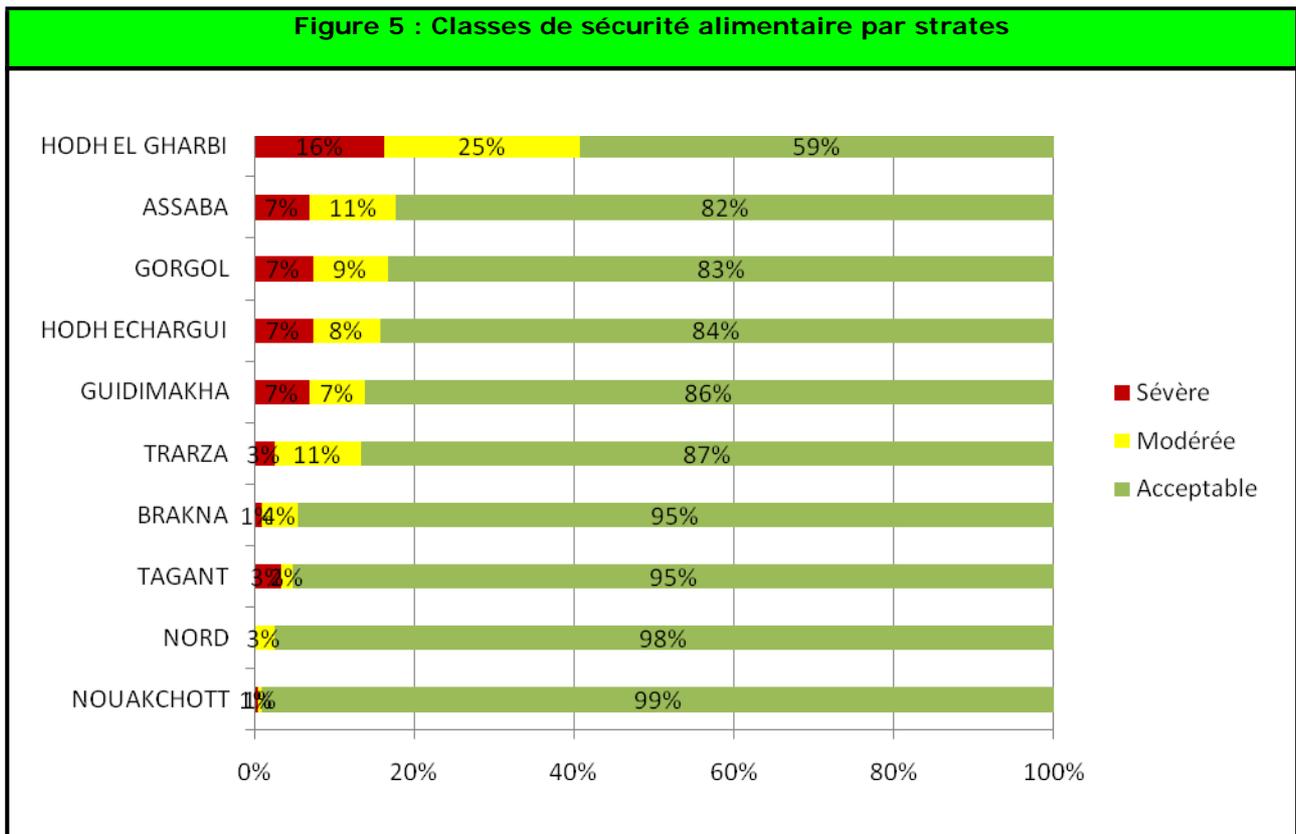


Figure 6 : Prévalence de l'insécurité alimentaire globale par wilayas

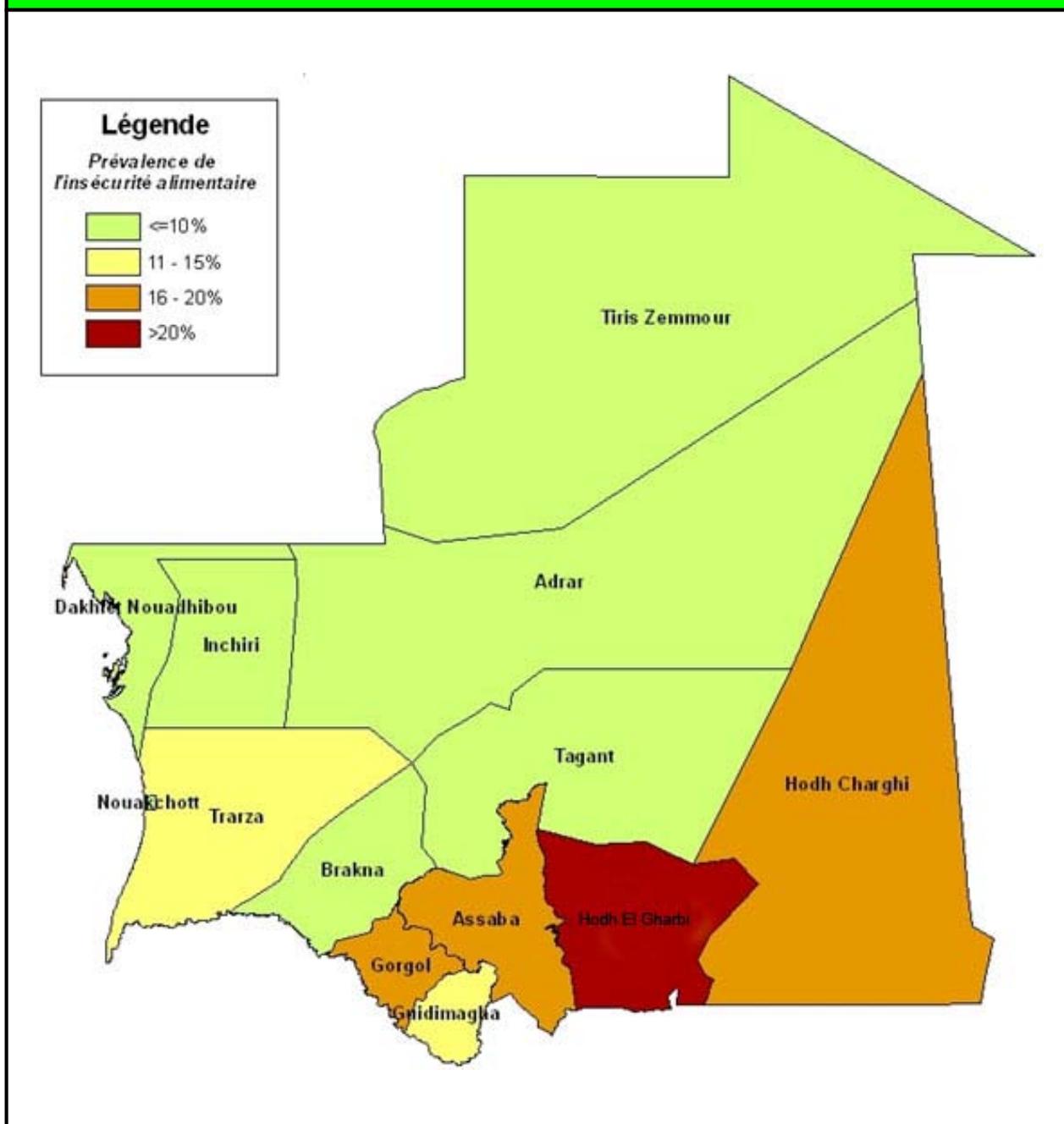


Figure 7 : Prévalence de l'insécurité alimentaire globale par zones agro-écologiques

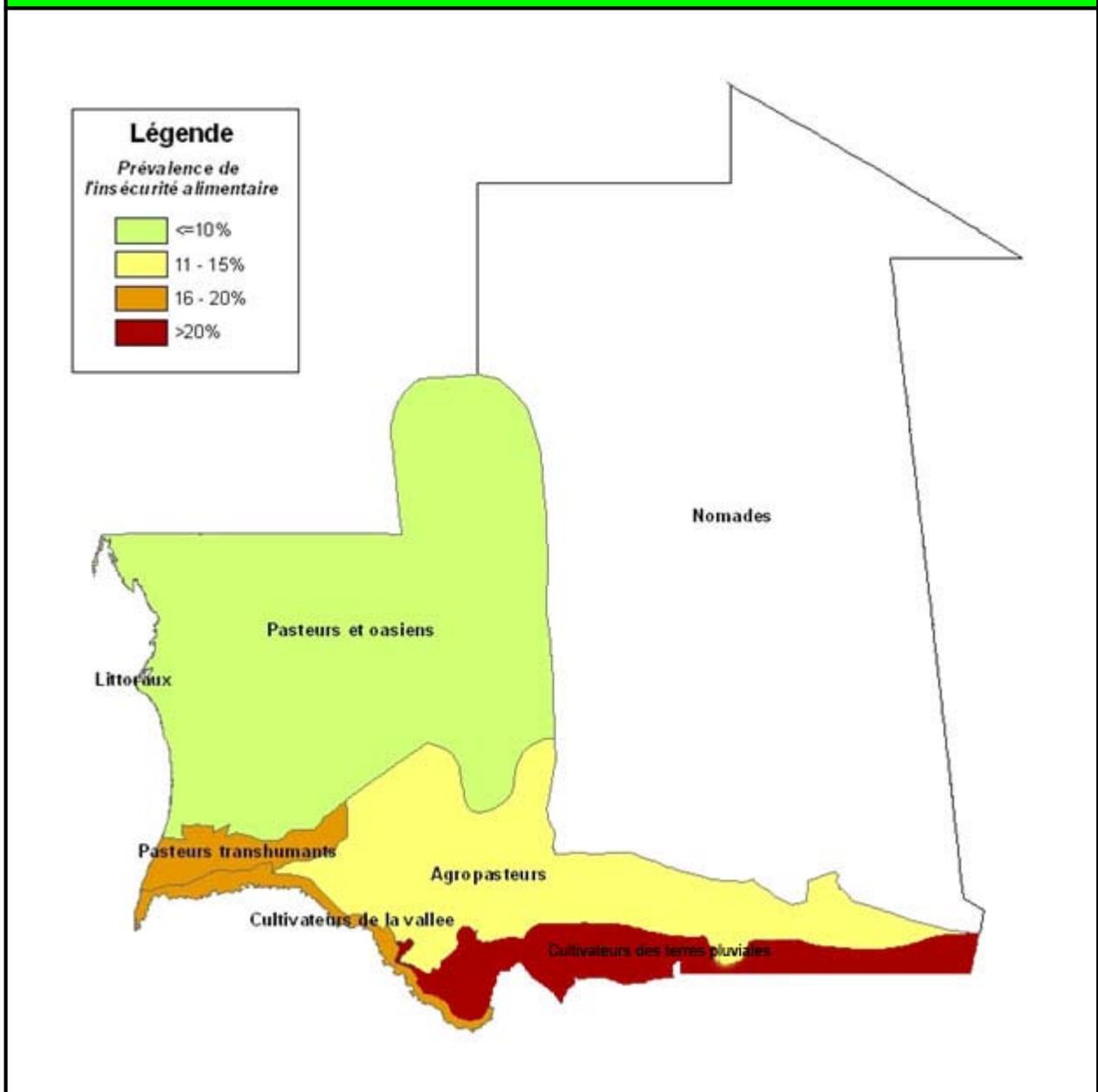
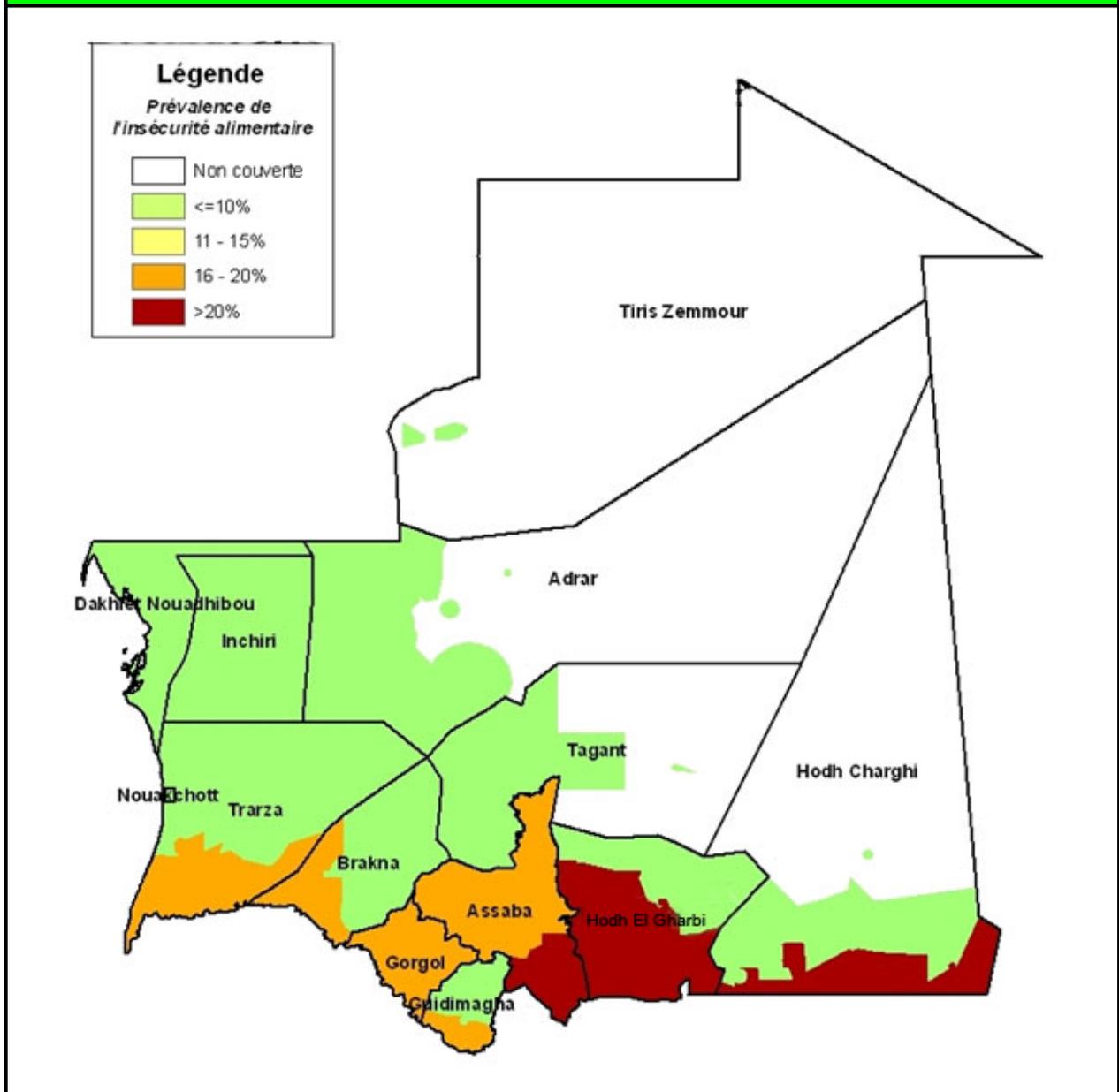


Figure 8 : Prévalence de l'insécurité alimentaire globale zones agro-écologiques et wilayas



Qui sont les ménages en insécurité alimentaire ?

Le niveau de sécurité alimentaire des ménages dirigés par un homme est significativement meilleur que ceux des ménages dirigés par des femmes. Le statut matrimonial est significatif, les ménages dont le chef est veuf sont plus affectés par l'insécurité alimentaire. Le niveau de sécurité alimentaire des ménages dirigés par un chef alphabétisé est significativement meilleur que ceux des ménages dont le chef n'a reçu aucune éducation.

Les groupes pauvreté distingués grâce aux revenus et activités de ces ménages les plus affectés par l'insécurité alimentaire sont les plus pauvres, les pauvres et les moyens. Toutefois, il faut noter que tous les groupes de pauvreté sont concernés par cette insécurité alimentaire à des degrés divers. Le groupe le moins affecté actuellement par ce phénomène est celui des plus riches avec un taux très faible.

La consommation alimentaire des ménages en situation sévère est très peu diversifiée. Elle est composée essentiellement de céréales traditionnelles (mil et sorgho), de sucre, de sel et d'huile ; les aliments tels que la viande, les légumineuses et le lait sont rarement consommés.

6.3 SITUATION NUTRITIONNELLE DES ENFANTS DE MOINS DE 5 ANS¹

Dans la continuité de système d'information nutritionnelle mis en place par le ministère de la santé composé entre autres de deux enquêtes biennuelles, il est prévu de conduire une enquête nutritionnelle durant la période de soudure à venir et une autre pendant la période de post récolte.

La méthodologie SMART (*Standardized Monitoring and Assessment of Relief and Transition*) a été appliquée pour cette enquête ; elle a aussi intégré l'initiative et la méthodologie *RapidSMS*. Cette nouvelle approche pour l'envoi des données à temps réel par SMS sur serveur programmé à cet effet qui est appliqué pour la première fois en Mauritanie. L'enquête s'est déroulée en décembre 2009 et janvier 2010 ; l'enquête est de type transversal et descriptif avec un sondage, stratifié et tiré à deux degrés, l'échantillon couvre l'ensemble des Wilayas du pays.

Les résultats de l'enquête montrent que la prévalence de la malnutrition aiguë globale est de 6,6% ; répartis entre la forme modérée d'émaciation (6,3%) et la forme sévère (0,3%). Cependant, il existe des disparités entre les différentes zones géographiques du pays. La zone du Sud avec un taux de malnutrition aiguë de 9,2% est la plus touchée par cette malnutrition aiguë globale. La zone Nord avec un taux de malnutrition de 3,3% présente le taux le plus faible. Le Trarza présente par une prévalence remarquable de 6,9%.

Selon les estimations des données du RGPH 2000 au niveau national, environ 28.500 enfants sont affectés par la malnutrition aiguë globale et 1.300 vivent avec la forme sévère au moment de l'enquête.

¹ Enquête Nutritionnelle Rapide utilisant les méthodologies SMART et RapidSMS (MS/UNICEF/OFDA/ANED) - Phase de collecte des données : Décembre 2009- Janvier 2010.

6.4 STRATEGIES DE SURVIE DES MENAGES

L'indice de stratégie (Coping Strategy Index) "réduit" est une innovation récente, conçue par le Programme alimentaire mondial et CARE, qui analyse de quelle manière les populations affrontent les longues crises alimentaires, en tenant également compte de leur vulnérabilité face à un choc courant.

Les ménages fortement exposés et ayant des capacités d'adaptation faibles (pauvreté, consommation alimentaire pauvre ou limitée) peuvent tomber en insécurité alimentaire suite à un choc. Plus la probabilité qu'un choc touche ces ménages, est élevée ; plus le risque d'insécurité alimentaire est important.

Dans cette présente étude, il a été demandé aux ménages de se prononcer sur les stratégies qu'ils adoptent en période de manque de nourriture.

Les stratégies d'adaptation les plus utilisées par les ménages en insécurité alimentaire restent la consommation de la nourriture d'ordinaire moins préférée, la réduction de la qualité des repas et la diminution du nombre de repas par jour. Les stratégies alimentaires extrêmes sont peu utilisées dans l'ensemble.

La stratégie non-alimentaire la plus développée par les ménages en insécurité alimentaire est la réduction des dépenses non-essentiels au profit de la consommation alimentaire. En deuxième choix, les ménages achètent des produits alimentaires à crédit et aussi ont recours à l'emprunt familial de la nourriture ou de l'argent pour satisfaire leurs besoins élémentaires.

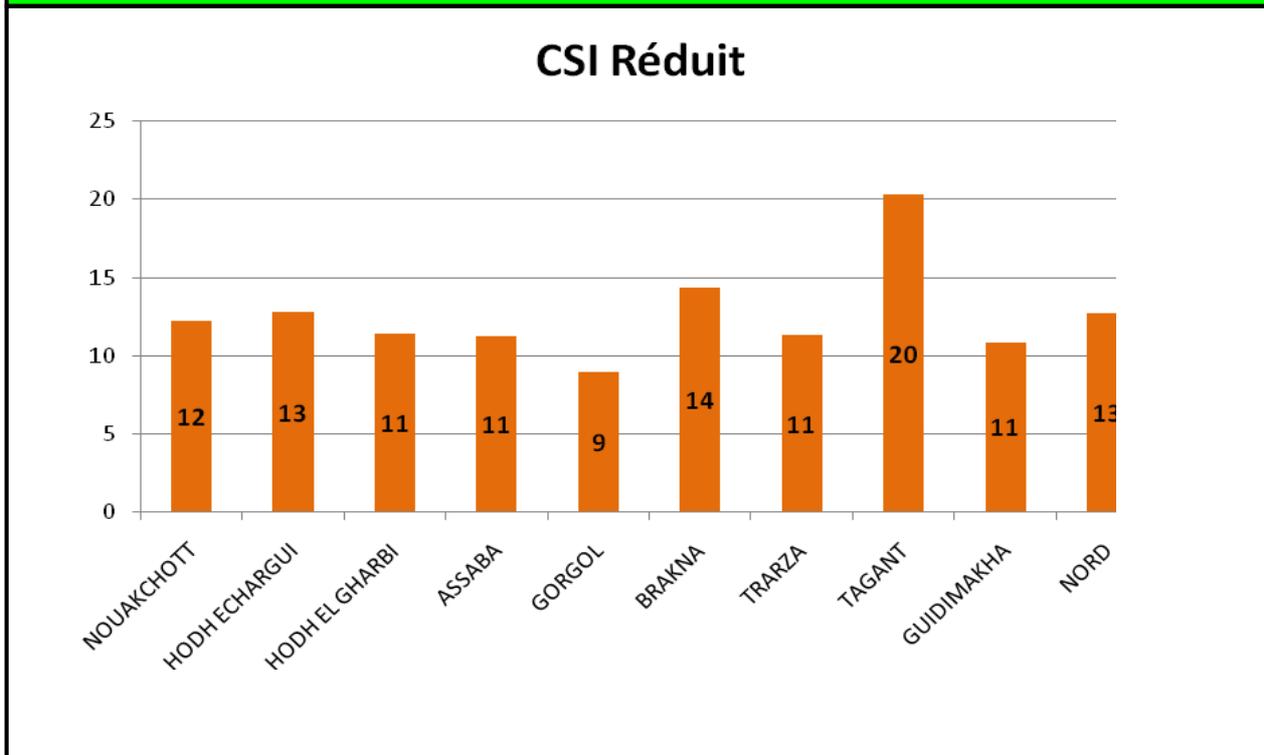
Tableau 3 : Stratégies utilisées par les ménages			
Stratégies alimentaires	Pourcentage	Stratégies non-alimentaires	Pourcentage
Diminuer le nombre de repas par jour	48%	Réduire les dépenses non essentielles	63%
Diminuer la quantité de nourriture	56%	Emprunter de la nourriture ou de l'argent des parents ou amis	59%
Manger de la nourriture d'ordinaire moins préférée	51%	Envoyer des membres du ménage pour manger/vivre avec des parents ou amis	13%
Réduire les quantités consommées par les autres membres du ménage au profit des enfants	25%	Acheter des produits alimentaires ou non alimentaires à crédit	51%
Réduire la diversité des aliments consommés	59%	Emprunter de l'argent chez l'usurier ou à la banque	7%
Augmenter la consommation d'aliments hors de la maison	11%	Travail supplémentaire ou temporaire additionnel	9%
Consommer des aliments sauvages cueillis non utilisés en cas normal	9%	Augmenter sa propre production alimentaire	6%
Consommer des aliments issus des décharges	5%	Envoyer des membres du ménage à la recherche de travail	8%
Mendier de la nourriture ou de l'argent pour acheter de la nourriture	8%	Envoyer les enfants et les personnes âgées au travail	5%
Passer un ou plusieurs jours sans manger	9%	S'engager dans des activités génératrices de revenu illicites ou à risque	5%

Le CSI informe sur l'utilisation de la période de 7 jours, des stratégies des ménages utilisées pour faire face de leur revenu et des difficultés alimentaires.

Le CSI "réduit" utilise cinq stratégies les plus courantes des changements de comportement en réponse aux pénuries alimentaires. Les comportements évalués par le CSI "réduit" sont :

1. Manger de la nourriture d'ordinaire moins préférée ;
2. Emprunter de la nourriture ou de l'argent des parents ou amis ;
3. Diminuer la quantité de nourriture ;
4. Réduire les quantités consommées par les autres membres du ménage au profit des enfants ;
5. Diminuer le nombre de repas par jour.

Figure 9 : Moyenne de l'Indice des stratégies "réduit" par strates



Les scores sont utiles si on les compare avec les scores dans le temps, c'est pourquoi on ne peut que dire qu'un emplacement est pire que l'autre.

Toutefois, pour le système de suivi de la sécurité alimentaire, on peut apprécier les tendances de la partition de la CSI est bien plus utile. On est capable de dire quand la situation s'améliore et quand elle se détériore.

7 CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

7.1 PRINCIPALES CONCLUSIONS

Les résultats de cette enquête ont montré que déjà plusieurs milliers de personnes sont en insécurité alimentaire essentiellement dans les espaces les plus fragiles du pays : la bande frontalière avec le Mali et l'Aftout (zones à cultures pluviales exclusives) mais aussi en Affolé et certaines zones de la Vallée du fleuve.

Cette situation s'explique par plusieurs facteurs. En effet, même si le cumul pluviométrique de l'hivernage 2009/2010 a été favorable dans l'ensemble, un certain nombre d'éléments ont affecté la production pluviale dans certaines zones. Le début de la saison a été caractérisé par une fréquence importante des pauses pluviométriques causant plusieurs semis et re-semis. L'arrêt précoce de la pluviométrie à partir de mi-septembre a causé un stress hydrique catastrophique au moment où les plantes devaient boucler leur cycle végétatif. A cela s'ajoute les ennemis de culture (sautériaux, oiseaux et cantharides) qui ont sévi dans la bande frontalière ce qui a affecté grandement les cultures pluviales.

Au niveau de l'Affolé, domaine de la culture des bas fonds, le niveau de remplissage des barrages est jugé insuffisant ; les principales Tamourts (dépressions) n'ont pas été totalement inondées. L'irrigué a été également fortement affectée par la crise de recouvrement des crédits qu'a connu le secteur. C'est ainsi que les superficies mises en valeur cette année sont en baisse de plus de 50% par rapports à celles de l'année dernière. Cette situation se fait sentir au niveau de la wilaya du Traza et certaines communes de la vallée du fleuve au Guidimakha.

La situation pastorale est quant à elle jugé bonne cette année sur l'ensemble du territoire national à l'exception du Nord des wilayas de l'Assaba et du Trarza. Les pâturages sont abondants et l'embonpoint du cheptel et son état sanitaire sont encore bons.

Les marchés sont toujours bien approvisionnés en denrées alimentaires importées. Par contre, la disponibilité en céréales traditionnelles s'est affaiblie en raison de la spéculation entretenue par les céréaliers maliens qui exportent vers la Mauritanie en fonction de la tendance de la parité entre la monnaie locale et le franc CFA. Les prix des céréales connaissent une évolution qui s'inscrit dans les tendances de la saison. Les baisses conjoncturelles des prix observés dans certaines zones de production sont les retombées des récoltes de sorgho (bas fonds) et de riz actuellement en cours de part et d'autre du fleuve.

7.2 PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

Les résultats montrent que la prévalence nationale de la malnutrition aiguë globale est de 6,6%, en nette baisse par rapport aux données de la période post-récolte de décembre 2008. Ces résultats annoncent une situation qui, dans l'ensemble, sans être alarmante exige néanmoins une surveillance permanente.

De même ceux de l'insécurité alimentaire (11,5%) observés en cette période jugée favorable sur le plan alimentaire, doit être suivie de près, car elles pourraient augmenter

fortement au cours des prochains mois à la faveur de l'installation de la période de soudure pendant laquelle les problèmes alimentaires et nutritionnels sont les plus exacerbés.

Sur la base des résultats de cette analyse de la sécurité alimentaire qui est la première d'une série de quatre enquêtes prévues cette année et celle de la malnutrition, des interventions visant le renforcement des interventions humanitaires pour la réduction de l'insécurité alimentaire des ménages et à prévenir une dégradation de la situation et le suivi des zones et groupes vulnérables devraient être envisagées.

1. Prévoir une assistance alimentaire ciblée pour couvrir les besoins des populations en insécurité alimentaire en début de soudure, dans les zones prioritaires du Hodh El Gharbi, du Hodh Echargui, du Guidimakha, de l'Assaba, du Gorgol et du Trarza ;
2. Continuer la mise en œuvre des activités de Vivres-Contre-Travail dans les zones de production qui viseront à créer et à réhabiliter des actifs productifs communautaires dans les zones des wilayas agro-pastorales ;
3. La situation nutritionnelle bien que n'étant pas alarmante, nécessite une surveillance accrue et aussi un renforcement du suivi du programme de prise en charge de la malnutrition aiguë modérée dans les CRENAM ;
4. Mobiliser les ressources pour faire face à l'évolution de la situation alimentaire des populations qui ne sont pas encore en insécurité alimentaire mais qui risquent de l'être pendant la période de soudure qui s'annonce vraisemblablement précoce cette année ;
5. Organiser des missions d'évaluation rapide dans les zones réputées vulnérables dans les wilayas du Brakna, du Tagant et de l'Adrar ;
6. Assurer une meilleure implication des partenaires dans le système de suivi de la sécurité alimentaire et du système d'information sur les marchés (SIM).

Liste des communes vulnérables

Numéro	Commune	Moughataa	Wilaya
Prévalence de l'insécurité alimentaire > 20%			
1	Hassi Ehel Ahmed Bechne	Koubeni	Hodh El Gharbi
2	Leghlig	Koubeni	Hodh El Gharbi
3	Gogui Zemmal	Koubeni	Hodh El Gharbi
4	Medbougou	Koubeni	Hodh El Gharbi
5	Voulaniya	Koubeni	Hodh El Gharbi
6	Aweinatt	Tintane	Hodh El Gharbi
7	Twil	Tintane	Hodh El Gharbi
8	Lehrejatt	Tintane	Hodh El Gharbi
9	Ain Varba	Tintane	Hodh El Gharbi
10	Koubenni	Koubeni	Hodh El Gharbi
11	Blajmil	Kankossa	Assaba
12	Tenaha	Kankossa	Assaba
13	Hamed	Kankossa	Assaba
14	Kankossa	Kankossa	Assaba
15	Tintane	Tintane	Hodh El Gharbi
16	Timzine	Koubeni	Hodh El Gharbi
17	Radhi	Tamcheket	Hodh El Gharbi
18	Guaet Teidouma	Tamcheket	Hodh El Gharbi
19	Sava	Tamcheket	Hodh El Gharbi
20	Bennemane	Aioun	Hodh El Gharbi
21	Tinhemmad	Aioun	Hodh El Gharbi
22	Devaa	Tintane	Hodh El Gharbi
23	Agharghar	Tintane	Hodh El Gharbi
24	Doueirare	Aioun	Hodh El Gharbi
25	Hassi Abdalla	Tintane	Hodh El Gharbi
26	Adel Bagrou	Amourj	Hodh Echargui
27	Bougadoum	Amourj	Hodh Echargui
28	Koumbi Saleh	Timbedra	Hodh Echargui
29	Bousteile	Timbedra	Hodh Echargui
30	Bassikounou	Bassikounou	Hodh Echargui
31	El Megve	Bassikounou	Hodh Echargui
32	Vessale	Bassikounou	Hodh Echargui
33	Feirenni	Djiguenni	Hodh Echargui
34	Mabrouk	Djiguenni	Hodh Echargui
Prévalence de l'insécurité alimentaire compris entre 16 - 20%			
35	Boutalhaya	R'Kiz	Trarza
36	Bareina	R'Kiz	Trarza
37	Taguilalet	Mederdra	Trarza
38	Ajweir	Boutilimitt	Trarza
39	Beir Etaouress	Mederdra	Trarza
40	Mederdra	Mederdra	Trarza

Liste des communes vulnérables (suite)

Prévalence de l'insécurité alimentaire compris entre 16 - 20% (suite)			
41	R'Kiz	R'Kiz	Trarza
42	El Khat	R'Kiz	Trarza
43	Tiguent	R'Kiz	Trarza
44	M'Balal	Keur Macen	Trarza
45	Toulel	Maghama	Gorgol
46	Tarengue	Mbout	Gorgol
47	Tikobra	Mbout	Gorgol
48	M'Bout	Mbout	Gorgol
49	Melzem Teichet	Monguel	Gorgol
50	N'Djadjbenni	Mbout	Gorgol
51	Edebaye Ehel Guelaye	Mbout	Gorgol
52	Foum Gleita	Mbout	Gorgol
53	Chelkhet Tiyab	Mbout	Gorgol
54	Lahrach	Mbout	Gorgol
55	Souva	Mbout	Gorgol
56	Monguel	Monguel	Gorgol
57	Bathet Moit	Monguel	Gorgol
58	Sagné	Maghama	Gorgol
59	Bouhdide	Aleg	Brakna
60	Néré Walo	Kaédi	Gorgol
61	Ganki	Kaédi	Gorgol
62	Djewol	Kaédi	Gorgol
63	Lexeiba	Kaédi	Gorgol
64	Toghomadi	Kaédi	Gorgol
65	Tifondé Civé	Kaédi	Gorgol
66	Wali Djantang	Maghama	Gorgol
67	Agchourguit	Aleg	Brakna
68	Vrae Litam	Maghama	Gorgol
69	Azgueilem Tiyab	Monguel	Gorgol
70	Dao	Maghama	Gorgol
71	Bokhol	Monguel	Gorgol
72	Dolol Civé	Maghama	Gorgol
73	Beilouguet Litam	Maghama	Gorgol
74	Maghama	Maghama	Gorgol
75	Boulahrath	Barkéol	Assaba
76	Barkeiwel	Barkéol	Assaba
77	Sani	Kankossa	Assaba
78	El Ghabra	Barkéol	Assaba
79	Legran	Kiffa	Assaba
80	Kouroudjel	Kiffa	Assaba

Liste des communes vulnérables (suite et fin)

Prévalence de l'insécurité alimentaire compris entre 16 - 20% (suite)			
81	Oudei J'rid	Guerrou	Assaba
82	Leftah	Boumdeid	Assaba
83	Laoueissi	Barkéol	Assaba
84	El Ghayra	Guerrou	Assaba
85	Nouamlein	Kiffa	Assaba
86	Lebheir	Barkéol	Assaba
87	Rdheidhie	Barkéol	Assaba
88	Daghveg	Barkéol	Assaba
89	El Melgue	Kiffa	Assaba
90	Guerrou	Guerrou	Assaba
91	Boumdeid	Boumdeid	Assaba
92	Kamour	Guerrou	Assaba
93	Eghaourat	Kiffa	Assaba
94	Hsey Tine	Boumdeid	Assaba
95	Ghabou	Seilibaby	Guidimakha
96	Gouraye	Seilibaby	Guidimakha
97	Wompou	Seilibaby	Guidimakha
98	Baydiam	Seilibaby	Guidimakha
99	N'Diago	Keur Macen	Trarza
100	Gueller	Barkéol	Assaba
101	Tekane	R'Kiz	Trarza
102	Keur Macène	Keur Macen	Trarza
103	Jedrel Mohguen	Rosso	Trarza
104	Bababé	Bababé	Brakna
105	Bagodine	Mbagne	Brakna
106	Debay El Hejaj	Mbagne	Brakna
107	Niabina	Mbagne	Brakna
108	M'Bagne	Mbagne	Brakna
109	Wel Birem	Boghé	Brakna
110	Dar El Barka	Boghé	Brakna
111	Dar El Avia	Boghé	Brakna
112	Boghé	Boghé	Brakna
113	Aéré M'bar	Bababé	Brakna
114	El Varae	Bababé	Brakna
115	Lexeiba	R'Kiz	Trarza

Etude sur le Suivi de la Sécurité Alimentaire en Mauritanie

Mars 2010



vam
food security analysis

